

ÉCONOMIE

L'AUSTÉRITÉ MET-ELLE LES PAYS-BAS À TERRE ?

Les mesures que prend le gouvernement néerlandais (une coalition de libéraux et de sociaux-démocrates) pour conjurer la récession économique ont un résultat exactement opposé. C'est ce que prétendent entre autres les partis d'opposition et les syndicats, mais c'est aussi ce que constatent de nombreux économistes.

Les Pays-Bas subiront en 2014 un plan d'austérité de 6 milliards d'euros, qui s'ajoutent aux 18 milliards d'euros d'économies déjà programmées sur une base pluriannuelle. Le gouvernement Rutte adapte sa politique en permanence - à chaque fois, en prévoyant des économies supplémentaires. Toutefois, ces plans ne semblent pas engendrer une croissance économique. C'est pourquoi Emile Roemer, le dirigeant du *Socialistische Partij* ou SP, un des plus grands partis d'opposition, a déclaré franchement que l'austérité voulue par le gouvernement met l'économie à terre. «Partisans et opposants reconnaissent que le gouvernement aggrave la crise», dit-il. «Le cercle vicieux des restrictions budgétaires et de la récession économique se renforce au lieu d'être contrecarré». Roemer plaide donc pour moins d'austérité, pour un allègement fiscal et des investissements ciblés qui stimuleront l'économie. Le chef du groupe parlementaire de *Groen Links* s'en prend aussi à «l'austérité bornée» du gouvernement: «Celui-ci ne fixe pas les bonnes priorités. Le Premier ministre Rutte et son ministre des Finances Dijsselbloem se concentrent sur les six milliards d'économies, alors qu'ils devraient s'attaquer davantage au chômage».

Geert Wilders, le dirigeant du parti populiste PVV, semble en vouloir personnellement au Premier ministre Rutte: «Je suis indigné. Avec Rutte, les Pays-Bas vont droit dans le mur. Le citoyen moyen paie les pots cassés et perd son emploi». Il qualifie les mesures du gouvernement de «politique dévastatrice» de hausses d'impôts et d'«économies stupides». On pourrait selon lui

économiser sur l'Europe, l'aide au développement et ce qu'il appelle les «subventions de gauche», par exemple dans le monde de la culture. Et comme il était prévisible, il estime que le pays pourrait économiser beaucoup d'argent en adoptant une politique de l'immigration plus restrictive.

Il est logique que les partis d'opposition soient critiques envers la politique du gouvernement; l'opposition se fait entendre tout entière. Les partis plutôt modérés également, comme le CDA chrétien-démocrate, souhaiteraient que le gouvernement revoie sa copie. Le chômage, en hausse constante, fournit un argument de poids à l'encontre du gouvernement.

Les syndicats aussi invoquent la montée du chômage pour demander un abandon des plans du gouvernement. Le CNV, syndicat d'obédience chrétienne, appelle le gouvernement à rompre avec l'austérité, qui «améliore rarement les choses». La réaction du FNV, le syndicat le plus important, est un brin plus virulente: «Il ne faut pas démonter, il faut construire. Il faut naturellement remettre de l'ordre dans les dépenses, mais avec ce dispositif le pays va dans le mur. Le pouvoir d'achat en prend un coup, ce qui ne peut avoir été voulu. L'ensemble de ce train de mesures n'est pas bon pour l'économie. On se moque des gens».

Certains économistes sont sur la même ligne que les critiques de l'opposition et des syndicats. Coen Teulings lui-même, directeur général du *Centraal Plan Bureau* (Bureau central de planification, département du ministère des Affaires économiques qui réalise des analyses de politique économique), a plaidé au moment de quitter ses fonctions pour qu'il soit mis un terme à cette politique trop rigoureuse d'économies. Voici ce qu'il disait alors: «Durant les trois prochaines années, le gouvernement doit mettre en œuvre le plan d'austérité prévu à l'origine sans se plier à l'exigence bruxelloise d'un déficit limité à 3 % du PIB. Cela implique de ne pas prendre de mesures d'économies supplémentaires. Les Pays-Bas ne se portent pas trop mal».

L'économiste américain Paul Krugman, prix Nobel d'économie, approuve les propos de Teulings. Il n'est «pas le seul économiste aux

Pays-Bas qui doute des économies et des hausses d'impôts, mais il est bien le seul qui ait une influence sur la politique en la matière», a déclaré Krugman, qui se demande ouvertement pourquoi de hauts fonctionnaires «peu au fait des réalités» ne tiennent pas compte du point de vue d'économistes reconnus.

Mais si le gouvernement néerlandais est sous la pression des critiques, il fait comme si de rien n'était. L'exigence de Bruxelles d'un déficit ramené à 3 % est intangible, et il faut donc faire des économies pour que le budget tienne la route.

Dans ce contexte, les organisations internationales ont apporté leur lot de mauvais chiffres concernant l'économie des Pays-Bas. Selon l'OCDE, l'économie du pays devrait encore se contracter de 0,1 % en 2014. La reprise devrait revenir en 2015 - elle sera vraisemblablement de 0,9 %. Ce sont là les chiffres les plus pessimistes. Le *Centraal Plan Bureau* et la Commission européenne prévoient une croissance de quelques dixièmes de pourcent supplémentaires.

Officiellement, les Pays-Bas sont sortis de la récession. Le gouvernement néerlandais y voit la confirmation du fait que les choses vont mieux. Mais le Néerlandais moyen est plus critique. La confiance des ménages ne semble pas devoir s'améliorer, malgré les appels en ce sens du Premier ministre Mark Rutte. Il a affirmé au début de l'année 2013 que les gens râlaient et soupiraient trop. «Si nous continuons de broyer du noir, cela ne peut pas marcher. Nous devons rompre avec la sinistrose. Achetons cette voiture, achetons cette maison, il faut prendre un peu de risques et retrouver la confiance».

JORIS VAN DE KERKHOF

(TR. V. DOUMAYROU)